

«Cette génération se sent pleinement légitime à s'engager»

Pour Stewart Chau, de l'institut de sondages Viavoice, les 18-30 ans forment un groupe complexe, lassé par les crises à répétition et motivé par l'action individuelle.

Co-auteur avec Frédéric Dabi, directeur de l'Ifop, du livre *la Fracture* (les Arènes), qui dresse un portrait fouillé de la génération des 18-30 ans, Stewart Chau est responsable des études politiques et sociétales à l'institut de sondages Viavoice.

Dans votre livre, vous parlez non pas de la jeunesse mais des jeunes françaises. Pourquoi ?

Nous identifions trois fractures. Celle qui oppose les 18-30 ans à leurs aînés. Celle qui oppose la jeunesse d'aujourd'hui à celle d'hier. Et enfin une troisième, intragénérationnelle, qui existe, même politiquement, entre les 18-24 ans et les 25-30 ans, à laquelle il faut ajouter la dimension genrée qui est une autre fracture. Cela en fait une génération protéiforme et assez insaisissable, à propos de

laquelle il est difficile de généraliser.

Ce que cette jeunesse a quand même en commun, c'est d'être une génération qui n'a connu que des crises : économique, sociale, environnementale et démocratique...

C'est en effet une génération née avec la sémantique de la crise. Bien sûr, les crises que vous évoquez ne datent pas de cette année mais l'urgence d'y répondre est une singularité forte de la jeunesse d'aujourd'hui. La génération des 18-30 ans fait d'ailleurs, plus que ses aînés, le lien entre les différentes crises. Ce contexte crée des incertitudes et même des inquiétudes fortes. Cette génération a le sentiment de ne pas vivre au bon moment, d'être une forme de jeunesse malchanceuse. Elle se dit qu'elle n'a connu que la crise et qu'en plus, c'est à elle d'y répondre de toute urgence alors qu'elle n'en est pas directement responsable.

Les jeunes rejettent de plus en plus le système

institutionnel, que ce soit l'Etat ou les partis politiques vers qui l'on se tourne lors des crises. Est-ce particulièrement aigu pour cette génération ?

A l'urgence de répondre à ces crises, la jeunesse se dit en effet qu'on ne peut plus attendre grand-chose du politique et des forces institutionnelles. Seuls 10 % font par exemple confiance aux partis politiques pour agir efficacement contre le réchauffement climatique. Cela conduit à une forme d'exil électoral. Dans notre livre, on parle de «vanité du vote» pour dire que la jeunesse considère de plus en plus que voter ne sert désormais à rien. Cela témoigne d'une crise de la représentativité particulièrement forte chez les 18-30 ans, et d'une crise du politique qui est surtout une crise du résultat. Sur tous les sujets d'urgence qu'ils identifient, ils considèrent que rien n'a été fait ou presque. De cela découle une ode

à l'engagement individuel et citoyen, par des actions concrètes hors syndicats et partis politiques. Loin des grandes mobilisations syndicales, la jeunesse se reconnaît beaucoup plus dans des mouvements comme Nuit debout, les gilets jaunes ou les marches pour le climat. Autant de mobilisations parties de la base de la société.

Sans attache partisane pavlovienne, cette jeunesse se mobilise-t-elle d'abord autour d'une cause plutôt que derrière une organisation ?

Ce qui mobilise la jeunesse aujourd'hui, ce sont des actions concrètes à mener parfois individuellement en faveur d'une cause. Mais ce qui m'interroge plus encore, c'est la difficulté de la jeunesse à «faire société», au-delà d'une

conception individuelle que chacun peut avoir de lui-même. Sur certains sujets, on mesure toute la difficulté de cette nouvelle configuration, a fortiori dans un contexte où la jeunesse croit beaucoup moins qu'avant à la notion d'idéal.

N'est-ce pas tout simplement une génération concrète, lucide et quelque peu désenchantée face aux urgences ?

Les 18-30 ans sont dans une logique de résultats, là tout de suite maintenant, et non d'une promesse d'idéal pour on ne sait pas quand. Ils plébiscitent les actions concrètes et inscrites dans leur quotidien. Loin d'être repliée sur elle-même, cette jeunesse est tiraillée entre l'envie de réinventer un monde et une forme de résignation.

Vous notez que 52 % des jeunes pensent que seule une certaine forme de violence peut permettre de faire bouger les choses. Ce chiffre vous a-t-il étonné ?

Il faut y voir un cri d'alerte. Face à la crise de la représentativité et du résultat politiques qu'on évoquait, c'est un chiffre notable. Dans une recherche d'efficacité, il y a une poussée du soutien à un régime plus autoritaire : 34 % adhèrent par exemple à l'idée que l'armée puisse diriger le pays. Cette tendance est particulièrement notable chez les 25-30 ans, qui ne sont plus des primo-votants, et chez les jeunes les plus privilégiés. Concernant la violence comme mode d'action, elle a gagné en légitimité à mesure que les actions collectives à l'ancienne perdaient en efficacité et que les acteurs tradi-

tionnels perdaient en crédit.

Au-delà de l'écologie, une cause comme celle des Ouïghours semble parler à la jeunesse, avec notamment des opérations concrètes à mener individuellement en boycottant certaines marques de prêt-à-porter...

Cette génération se sent pleinement légitime à s'engager, c'est un élément très important. Sept jeunes sur dix se déclarent «très engagés» en matière d'environnement. C'est une façon de se sentir acteur face à l'impuissance des pouvoirs publics. Ça vaut pour l'écologie comme pour la dénonciation de l'exploitation des Ouïghours en Chine. Concernant les modes d'action, ils croient à la politique des petits pas qui rejoignent ceux des autres, ce qui correspond assez bien aux opérations de boycott de certaines marques.

Recueilli par **JONATHAN BOUCHET-PETERSEN**



DR